

Réponse du Parti Union Montréal aux avis de blâmes de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

BLÂME 1 ; D'avoir joué un rôle dans un système de collusion et de corruption existant à la ville de Montréal.

Pour répondre à ce blâme, il faudrait examiner la preuve qu'a amassée la commission qui lui permettrait d'attribuer ce blâme à Union Montréal. La commission doit user de discernement entre la preuve directe d'un rôle joué sciemment par Union Montréal, et la preuve indirecte recueillit grâce aux témoignages de ceux qui ont effectivement participé à la collusion.

Dans les faits les témoignages impliquant la participation de Bernard Trépanier dans un système de collusion sont nombreux. Par contre la preuve ne révèle pas que le Parti Union Montréal participait ou même connaissait ce stratagème.

Tous les participants à qui la commission a demandée s'ils savaient que les dons ou commissions illicites allaient dans les coffres d'Union Montréal, ont répondu la même chose ; ils ne le savaient pas. Ils prenaient pour acquis que oui mais n'avaient jamais vérifié ce fait, ni même cherché à confirmer ce fait auprès du Maire, du directeur général ou de l'agent officiel.

BLÂME 2 ; D'avoir sollicité et obtenu du financement de la part de firmes de génie et d'entrepreneurs ayant formé des groupes de collusion à la ville de Montréal, incluant des stratagèmes de financement en argent comptant, ainsi que le recours à des prête-noms et à de la fausse facturation.

Nous comprenons de ce blâme que ce sont les firmes de génie et les entrepreneurs qui ont utilisés des stratagèmes de financement en argent comptant, ainsi que le recours à des prête-noms et à de la fausse facturation et non Union Montréal.

Comme pour le blâme 1 nous affirmons qu'aucune preuve ne fut recueillit par la commission qui lui permettrait de conclure que Union Montréal a sollicité et\ou obtenu du financement illégal sauf pour les agissements, si tel est le cas, de Monsieur Bernard Trépanier. Quant à ce témoin nous vous référons à l'argumentaire de Monsieur Deschamps quant à la crédibilité de Bernard Trépanier.

Le témoignage de Monsieur Louis Lewis est assés révélateur quant au fait que Union Montréal ne recevait pas de sommes illicites provenant de firme de génie ou d'entrepreneurs.

Voici un extrait de son témoignage sous serment qu'il a donné à la commission dans un affidavit.

« Les fonctions de commis comptable; à ce titre je m'occupais de la tenue des livres comptables, des dépôts des chèques et de l'argent comptant recueilli lors d'activités de financement ou les campagnes de recrutement de membres; la gestion des comptes payables et recevables; la paye des employés; la confection de tous les chèques à être signés par l'agent officiel, communication avec le DGEQ ainsi que les inspections de routine de ce dernier. Je n'ai jamais payé qui que ce soit ou quelques fournitures en argent comptant. Tout était comptabilisé et balançait à la cenne près.

Je m'acquittais de ces fonctions sur la base d'une prestation de 50 heures par semaine aux locaux d'Union Montréal. De plus, Je participais aussi en soirée aux activités de financement pour m'assurer de la conformité des dons recueillis, tant les chèques que la réception des dons anonymes dans le « chapeau ».

Dans l'exécution de mes fonctions j'avais la responsabilité d'un coffre fort et d'une petite caisse (petite boîte de métal de 8 pouces par 4 pouces qui contenait au maximum \$500). Le coffre fort qu'Union Montréal possédait avait été acheté alors que nous étions au 33 rue St Jacques juste après mon arrivée au Parti. J'ai fait déménager ce même coffre fort dans nos nouveaux locaux du 460 rue St Paul Est. Il n'y a jamais eu d'autre coffre fort à Union Montréal.

Avant le départ de M. Trépanier, je lui remettais les sommes d'argent et les documents y afférant pour qu'il les mette dans le coffre fort car on ne pouvait l'ouvrir aisément alors que Bernard était assis dans son bureau. De plus, alors que M. Trépanier quittait les locaux, il barrait la porte de son bureau. Bien que j'aurais pu à tout moment débarrer la porte de son bureau et ouvrir le coffre, je préférais attendre son retour pour lui remettre l'argent et les documents que je voulais protéger et ce, par respect pour Monsieur Trépanier.

Il est arrivé à quelques occasions que j'ouvre moi même le coffre alors que M. Trépanier était au bureau et n'avait pas le temps de s'en occuper, je lui demandais alors la permission. J'ai aussi ouvert le coffre fort alors que Monsieur Trépanier était en vacances et avait laissé la porte de son bureau débarrée. Nous étions les seuls à avoir la combinaison du coffre. Je ne pouvais pas vraiment voir le contenu du coffre car la porte de ce dernier ne me le permettait pas. Pour récupérer l'enveloppe de dépôt pour aller à la banque, je n'avais qu'à demander à M. Trépanier de me la redonner, ce qu'il faisait prestement. Le peu de fois où j'ai ouvert moi même le coffre, il contenait exactement ce qu'il devait contenir donc aucune liasse d'argent qui n'aurait pas été comptabilisée.

Je n'ai jamais manipulé quelque somme d'argent que ce soit sans qu'elle ne soit accompagnée de la documentation appropriée, à savoir, les reçus qui justifiaient sa présence dans les locaux du Parti. Je n'ai jamais vu, entendu parlé ou eu à manipuler une somme d'argent comptant et encore moins un montant de \$40,000.00 ou de \$125,000.00 qui se serait retrouvée dans le coffre sans documents justificatifs.

Après le départ de Bernard Trépanier, j'ai été le seul à me servir du coffre fort et en avoir eu la combinaison. En période de financement, j'ouvrais le coffre à tous les jours, le reste du temps, j'ouvrais le coffre 2 à 3 fois par semaine. La première fois que j'ai ouvert le coffre fort après le départ de M. Trépanier, j'ai constaté que tout ce que le coffre contenait était conforme à ma comptabilité et aucune somme ou autre document n'étaient pas conforme à mes livres.

Quant au comptage des argents recueillis lors des activités de financement ou autre, j'étais celui qui comptait les billets en vue d'en faire le dépôt. J'étais le seul qui touchait à l'argent alors qu'elle entrait au Parti Union Montréal car toutes les entrées d'argent passaient par moi qui devais les compter, les comptabiliser et les déposer à la banque. Toute personne qui m'emmenait de l'argent devait avoir les pièces justificatives justifiant les entrées de fonds et me permettant de les comptabiliser dans nos livres. »

BLÂME 3; D'avoir sollicité et obtenu du financement politique en contrepartie de l'octroi de contrats municipaux par des élus appartenant au Parti Union Montréal.

Nous ne croyons pas que la preuve récoltée par la commission a permis de découvrir qu'un « élu » donc un maire d'arrondissement, aient octroyés des contrats municipaux en contrepartie de financement politique a Union Montréal

BLÂME 4 ; D'avoir exigé et récolté une cote de 3% sur des contrats obtenus par des firmes de génie de la part de la firme ayant repoté le contrat.

La preuve a révélé que les stratagèmes de collusion auraient généré des revenus illégaux de plusieurs millions de dollars. Certains (les journalistes ou Monsieur Deschamps) évaluent que ces sommes auraient dû être de l'ordre de 25 millions de dollars.

Ces montants astronomiques dépassaient largement la capacité d'Union Montréal de les dépenser mais aussi, de ses besoins en tant que formation politique municipale. De plus, faut-il le rappeler, Union Montréal devait emprunter de grosses sommes à chaque élection pour pouvoir financer ses campagnes électorales. Difficile de croire qu'un parti qui génère des millions de dollars par année ait besoin de contracter des emprunts...

De plus la capacité de blanchir des dizaines de millions de dollars est davantage l'apanage des grandes organisations criminelles comme la mafia. M. Zambino a affirmé dans son témoignage qu'il donnait à Monsieur Milioto les 3% qui devaient aller à Union Montréal. La commission a présenté en preuve vidéo des rencontres entre M. Milioto et le parrain de la mafia italienne nous laissant voir des échanges d'argent comptant entre les deux personnages. Cela laisse présager que le fameux 3% supposément donné à Union Montréal n'était en fait qu'un subterfuge pour donner à la mafia italienne sa cote part du marché de la construction. Cela semble plus que réaliste lorsque l'on regarde ce que cette même mafia fait aux États Unis.

Le témoignage de M. Pistone est très éloquent quant à la façon de faire de la mafia pour collecter un pourcentage dans le milieu de la construction. Ce témoignage semble rendre tout à fait plausible le fait que ce soit la mafia qui engrangeait les argents comptant que collectait M. Milioto.

M. Pistone 24 septembre 2012 à la Page 94 et suivantes;

A. Well, basically the charges were they were getting together, it was a RICO charge that they were extorting money from construction companies that were building buildings in New York City. It was called... The families got together and formed what was known amongst themselves as the Club. And the purpose of the Club was to get contracts in the building industry and put in their companies, construction companies that they owned to bid on the construction, and they would tag on X amount of money onto each proposal, each bid for a construction job, and then they would split the money amongst the families. That was above what the actual cost of the construction was.

(Page 96)

they would do is, another way they were making... To get their company, like, say

they had a dry wall company, they would go to a legitimate company and pressure them into a high bid. Or pressure them to tell them what their bid was. And then they would underbid them. So their company would get the dry wall contract.

The did it with the cement that had to be used, the steel, anything that had to be used in the construction in that building, they were getting a piece of through the Club. And by pressuring legitimate companies, again, to bid higher. And how did they do it? Through intimidation. And then they would underbid them, and basically, in those types of situations, the lower bid is gonna get the contract. And then they would divvy the money up amongst the families.

(Page 97)

legitimate company would get the bid, well, say the legitimate company was a company that had to pour cement, well, they had to buy their cement from the mafia company. So, if they didn't, if the legitimate company didn't kick back to the mafia company that owned the cement trucks, they wouldn't deliver them, they wouldn't deliver the cement. And on these major construction jobs, a company gets X amount of days to complete their portion of the job. And if they don't, then they are fined every day that they don't fulfil their contract. So, the legitimate company, it was cheaper for them to kick back to the mafia.

Q. [232] And be able to work. A. And be able to work, than to pay the fine at the end of their, whatever period it was that they had to finish the job.[233] So, what I understand is like, if we talk about raw materials, cement, dry wall, they would either pressure the company that got the contract to buy from them, or to pay them a tax to whatever they were using on the site.

A. That's exactly right.

Q. [234] Okay. And what about... I mean, we learned, we learned from other witnesses and from you,

(Page 98)

because that's what we learned, it's like, it's still going on here, and it's going on in the States and in Ontario, that territory, it's a big notion for them. So I guess the Club had that kind of notion too, the territory, about the contracts?

(Page 99)

come together on the public... on the construction industry like that?

A. Because there is so much money to be made. There is millions and millions and millions of dollars to be made. I mean, you know, if you're building a building that costs ten million (10 M), you know, they had... they would get maybe five percent

(5%), ten percent (10%) of that ten million (10 M). And at any one time, you know, there might be thirty (30) major construction jobs going on. Look. Basically, what it is, is they see a place to make money. They see a place to make money. Now, you know, people say, well, how can they do that? Well, what you have to remember is there is no corruption. They do not corrupt people. There is no corruption unless they corrupt somebody. So, in these types of situations, who do they need to corrupt? They need to corrupt public officials, they need to corrupt inspectors, building inspectors, and they can't operate, organized crime cannot operate without corrupting somebody. Without corruption.

Q. [236] Networking is a big thing for them?

A. Well, yes. It has to be, because they have to get to the public official that's given out the (Page 100) permits, that's given out the contracts, that handled the contract bids. So they have to network with each other and find out, well, who knows

Q. [238] Okay. If we get back to the Club, I mean, do you know anything about rotation of the bids? Taking turns to get contracts? Was that something that came up in the Mafia case?

A. Yes, it was... They would... Each family would take a turn in bidding on certain projects. And then (P. 101)

Q. [240] Okay. So, am I to understand that they would share the territory and share the market so everybody would take turns, and the company or the people who got the contract had to pay a certain amount, a percentage of the contract? How did it work?

*A. They had to pay a certain percentage of the contract. Whatever the contract was, you know, it might be five or ten percent (5-10%), but whatever the contract was, they had to pay that percentage to the mafia.
(Page 103)*

So, again, if a legitimate company did get a contract and didn't play ball with the mafia, that's what they would do. Until they finally gave in.

La commission devrait se poser la question; qu'aurait bien pu faire un parti politique municipal avec ces millions de dollars, certainement pas payer des bénévoles ou des fournisseurs. Si tel avait été le cas, il y aurait eu des hordes de témoins faisant la file devant la commission pour venir en témoigner; cela ne fut pas le cas. Peut être se payer cent fois plus de pancartes électorales que les autres formations politiques; les partis

d'oppositions et le DGEQ auraient été alerté sans délais et on aurait vite fait une enquête. Se payer des publicités outrageusement dispendieuses aurait entraîné le même résultat. Se loger dans des locaux splendides et luxueux; nous ne croyons pas que ce soit le cas.

Nous croyons que la preuve que des entrepreneurs et des firmes de génies conseil aient donné des sommes d'argent à Bernard Trépanier ou M. Milioto est très abondante. Aucun d'entre eux par contre n'a pu témoigner qu'il a vu ou su que cet argent allait de facto à Union Montréal et personne n'a été s'en vanter au Maire Gérald Tremblay ou à son agent officiel Marc Deschamps. Il semble que la preuve recueillie par la commission tend à démontrer que des entrepreneurs donnaient un pourcentage à la mafia (le témoin Lino Zambito affirme avoir donné de l'argent à M. Milioto pour qu'il la remette à Union Montréal et à la mafia Montréalaise)

La commission a reçu une preuve abondante qui lui suggère que les stratagèmes de la mafia italienne Newyorkaise ont pu être reproduits avec une version adaptée au monde municipal Montréalais. Il ne serait pas étrange que la mafia Montréalaise, issue de la mafia newyorkaise, puisse être la bénéficiaire des sommes collectées en argent comptant pour le soi disant compte d'Union Montréal. Il est à tout le moins facile de réaliser que seul une organisation criminelle de cette envergure a la capacité de blanchir des millions de dollars.

Si la commission ne peut conclure qu'Union Montréal a reçu de l'argent comptant autrement que par le biais du chapeau, il faut réaliser qu'Union Montréal a suivi les règles qui gouvernaient cette méthode de recueillir de l'argent comptant sans qu'il y ait eu nécessité de fournir une preuve d'admissibilité, tel une preuve de résidence.

Aucun examen des montants, pourtant plafonner à \$1000.00, n'était exigé.

Un donateur n'ayant pas le statut d'électeur pouvait mettre des milliers de dollars dans le chapeau sans que personne ne le sache. Même une enveloppe contenant des milliers de dollars aurait pu provenir d'une petite collecte à une table dans le but que l'argent soit mis dans le chapeau, donc rien d'alarmant là non plus. Il ne nous appartient pas de discuter des motifs pour lesquels le DGEQ acceptait la pratique du chapeau mais chose certaine elle fut bannie en mai 2009 Union Montréal a abandonnée quant à elle cette pratique parce qu'elle suscitait un débat chez les élus, bien avant que le DGEQ ne l'interdise soit le premier janvier 2010.

Curieusement les sommes générées par le chapeaux étaient loin de s'approcher des montants maximum que pouvait recevoir Union Montréal.

De plus le témoignage de Monsieur Louis Lewis nous apprend qu'en aucun temps il n'a été témoin d'enveloppe dans le chapeau qui auraient contenu plus de mille dollars.

Compte tenu du fait qu'il était la personne qui ouvrait le chapeau et ce devant témoins aux activités de financement de Union Montréal, il est facile d'en déduire que le Parti Union Montréal n'a pas outrepassé la loi à ce chapitre. Qui plus est Monsieur Lewis est catégorique dans son témoignage à l'effet qu'il n'a jamais vu ou entendu parlé de

sommes comptant provenant au parti sans qu'elle ne soit comptabilisé et que sa provenance ne soit documenté.